



GAMBIE - Deyda Hydara

Mort d'un journaliste sous surveillance



Mai 2005

**Enquête : Léonard Vincent
Reporters sans frontières**

Secrétariat international

Bureau Afrique

5, rue Geoffroy Marie

75009 Paris-France

Tél. (33) 1 44 83 84 76

Fax (33) 1 45 23 11 51

E-mail : afrique@rsf.org

Web : www.rsf.org



www.rsf.org



www.rsf.org

GAMBIE

Deyda Hydara : mort d'un journaliste sous surveillance

L'enquête officielle sur l'assassinat de Deyda Hydara, enferrée dans des hypothèses absurdes, est restée stérile. Reporters sans frontières tente ici d'apporter un éclairage nouveau sur ce dossier. Les investigations menées par l'organisation montrent notamment que le directeur du trihebdomadaire *The Point* était non seulement menacé de mort par des individus qui, selon lui, appartenaient à la National Intelligence Agency (NIA), les services de renseignements, mais qu'il était également surveillé, selon toute vraisemblance par les forces de sécurité, quelques minutes avant sa mort.

Cinq mois ont en effet passé depuis que Deyda Hydara, par ailleurs correspondant de l'Agence France-Presse (AFP) et de Reporters sans frontières, a été abattu à Kanifing, une localité du Grand-Banjul, au volant de sa voiture, dans la soirée du 16 décembre 2004. Mais les assassins du plus respecté des journalistes du pays sont encore en liberté. Rien n'indique du reste qu'ils sont recherchés par la police gambienne. Pour faire le point sur les investigations en cours et rassembler de nouveaux éléments, Reporters sans frontières a envoyé un représentant à Banjul et à Dakar, du 25 avril au 4 mai 2005.

Début mars 2005, Daba Marenah, directeur général de la NIA, a avoué publiquement son inefficacité. « Nous avons même parlé à nos frères américains (...) pour leur demander de nous aider à rassembler n'importe quelle information sur la mort de Deyda, ce qui nous aiderait beaucoup, a-t-il déclaré au quotidien gambien *Daily Observer*. A ce jour, nous n'obtenons rien de la population ou de nos propres pistes qui pourrait nous mener aux assassins de Monsieur Hydara. » De fait, les témoins et les proches, convaincus de l'implication des services de sécurité dans cette affaire, refusent de parler, fuient le pays ou exigent l'anonymat.

De son côté, le président gambien, Yahya Jammeh, continue d'afficher son hostilité envers les journalistes, en dépit des pressions politiques. « Nous n'avons pas besoin de tuer les journalistes. S'ils sont fautifs, ils sont traînés devant la justice », a-t-il notamment déclaré lors d'une interview télévisée, le 23 février, en niant toute responsabilité dans la mort de Deyda Hydara. « Il n'y a pas de presse indé-



pendante [en Gambie] », a-t-il ajouté. Ce sont « des organes de propagande et des porte-étendards de l'opposition ». Il a même tenu à mettre les journalistes en garde : « Si vous écrivez que Yahya Jammeh est un voleur, il faudra apporter la preuve de vos allégations, sinon vous irez en prison pour diffamation. »

Un journaliste sous surveillance

Avant l'assassinat de Deyda Hydara, l'année 2004 avait été particulièrement angoissante pour les journalistes gambiens. En réalité, c'est depuis la tentative d'assassinat de l'avocat Ousman Sillah, dans la nuit du 26 au 27 décembre 2003, que le climat avait commencé à se dégrader sérieusement. Dans son rapport du 6 janvier 2005, intitulé « Qui a tué Deyda Hydara ? », Reporters sans frontières avait décrit en détail les graves incidents rapportés cette année-là par son correspondant en Gambie. Des menaces de mort avaient d'abord été adressées par les « Green Boys », un groupe clandestin se réclamant du président Jammeh, au directeur du bihebdomadaire privé *The Independent*, Alagi Yorro Jallow, au président du Syndicat des journalistes, Demba Ali Jawo, puis au correspondant de la *British Broadcasting Corporation (BBC)*, Ebrahima Sillah. Deux incendies criminels avaient ensuite détruit l'imprimerie de *The Independent*, puis le domicile du correspondant de la *BBC*. Aucune investigation sérieuse n'était venue sanctionner ces attaques, même après qu'un député de l'opposition avait révélé, lors d'une séance de l'Assemblée nationale, les noms de suspects



www.rsf.org

GAMBIE

Deyda Hydara : mort d'un journaliste sous surveillance

sérieux dans l'incendie ayant visé *The Independent* : deux membres de la garde nationale. Enfin, le gouvernement avait clos le bras de fer qui l'opposait aux journalistes indépendants depuis plusieurs années en faisant voter par l'Assemblée nationale deux lois liberticides, les 14 et 15 décembre, la veille de l'assassinat de Deyda Hydara qui allait frapper de stupeur et d'effroi toute la presse.

Mais Deyda Hydara avait également été personnellement menacé. Un de ses proches amis a déclaré au représentant de Reporters sans frontières qu'« une semaine avant sa mort », alors qu'ils effectuaient ensemble un voyage en voiture, le cofondateur de *The Point* lui avait raconté : « Ils m'ont dit qu'ils allaient me tuer pour 'Good morning, Mr. President'. » « Je l'ai alors exhorté à changer le nom de sa chronique ou à faire quelque chose, a expliqué cet ami de Deyda. Mais il m'a répondu qu'il s'en fichait et qu'il ne changerait rien. » Un autre proche du journaliste rencontré par Reporters sans frontières a fait état de propos similaires tenus par Deyda Hydara dans les jours précédant son assassinat. Lors de deux rencontres, le lundi 13 et le mercredi 15 décembre, Deyda Hydara lui avait fait état de menaces de mort récentes, par téléphone. « Il avait même échafaudé des hypothèses sur le lieu qui serait choisi pour l'attaquer, pensant que ce serait devant *The Point* ou devant son domicile de Kanifing », a raconté ce témoin, sous couvert d'anonymat. « Il était habitué à être menacé, par lettre ou par téléphone. C'était même devenu un sujet de plaisanterie », avait déclaré son ami et associé Pap Saine à Reporters sans frontières, quelques jours après l'assassinat. L'inspecteur général de la police, Landing « 13 » Badjie, rencontré une semaine après le crime à son quartier général de Banjul, avait d'ailleurs fait part de ces mêmes informations, précisant que, selon le journaliste, les menaces provenaient de « ceux qui n'aiment pas ce que je publie ». Selon les deux proches de Deyda Hydara, ce dernier n'avait aucun doute sur le fait que ces menaces répétées provenaient de la NIA.

Le cofondateur de *The Point* recevait également la visite menaçante de lecteurs mécontents. Ainsi, selon l'un de ses proches, dans l'après-midi ayant précédé son assassinat, Deyda Hydara avait reçu à son bureau Kaba Jallow, porte-parole de l'entreprise GAMCO, rendu furieux par les allusions à sa société dans la chronique intitulée « The Bite ». « J'ai eu Deyda au téléphone en fin d'après-midi. Il



m'a raconté qu'il avait eu une dispute sérieuse avec Kaba Jallow », a raconté ce même témoin, qui a quitté la Gambie.

Déjà menacé, exposé et attaqué, Deyda Hydara était aussi surveillé, y compris le jour de son assassinat. Un témoin oculaire, rencontré à Bakau par Reporters sans frontières, affirme que, le 16 décembre, aux alentours de midi, alors qu'il allait prendre un taxi, il a vu « un convoi de trois voitures » passer en trombe sur Kairaba Avenue, au bout de la rue où se trouve *The Point*, en direction du carrefour où se trouve la station-service Shell. « Le convoi était composé de deux pick-up aux vitres teintées, encadrant un 4x4 Pajero. A bord d'un des pick-up, j'ai vu deux soldats. J'ai pensé que le président Jammeh passait par là ou quelque chose comme ça », a-t-il raconté, sous couvert de l'anonymat. « Le soir, après la fête organisée par la direction de *The Point*, je me trouvais Garba Jahumpa Road, devant le journal, au moment où M. Hydara se dirigeait vers sa voiture. A ce moment-là, j'ai vu un pick-up Mitsubishi, du même type que ceux que j'avais vus plus tôt dans la journée. De couleur sombre avec des vitres teintées, il était garé devant l'ancien immeuble de la compagnie aérienne Sabena, sur Kairaba Avenue, à quelques dizaines de mètres de *The Point*, avec deux hommes à l'intérieur. Je ne me rappelle pas avoir vu de plaque d'immatriculation. »

En Gambie, il n'est pas rare de voir les membres de la présidence ou les « States Guards » se déplacer dans des véhicules identiques à ceux décrits par ce témoin. Sans plaque d'immatriculation, équipés de vitres teintées, les pick-up transportant des soldats sont de type Mitsubishi L200. En passant plusieurs fois devant le siège de la garde nationale, à Banjul, face au portail de service de la présidence et à côté des urgences du Royal Victoria Teaching Hospital, le représentant de Reporters sans frontières a recensé au moins un pick-up de ce



www.rsf.org

GAMBIE

Deyda Hydara : mort d'un journaliste sous surveillance

type, de couleur claire, ainsi que plusieurs taxis jaune et vert, garés sur le parking, au milieu de véhicules banalisés. La vice-présidente gambienne, Isatou Njie Saidy, a été transportée sur le tarmac de l'aéroport international de Banjul jusqu'à l'avion de la compagnie Slok Air, le samedi 30 avril 2005 à 17 heures 30, à bord d'un Pajero sombre sans plaque d'immatriculation, aux vitres teintées. Son escorte était composée de cinq ou six soldats armés en tenue de camouflage, portant un béret rouge et un brassard « MP » (« Military Police »), circulant dans un pick-up Mitsubishi L200 gris et noir, également sans plaque d'immatriculation et aux vitres teintées.

De même, le lendemain de la tentative d'assassinat de l'avocat Ousman Sillah, le quotidien privé *Daily Observer*, propriété de l'homme d'affaires proche du président Jammeh, Amadou Samba, citait un voisin de palier de la victime. Celui-ci racontait avoir remarqué, la veille aux alentours de 22 heures, « un pick-up vert aux vitres teintées », sans plaque d'immatriculation, garé « à une proche distance » du domicile de l'avocat. Enfin, le 19 septembre 2003, le rédacteur en chef de *The Independent*, Abdoulie Sey, avait été interpellé par trois membres de la NIA, circulant à bord d'une Pajero noire sans plaque.

Qu'écrivait le journaliste avant d'être tué ?

A l'évidence, Deyda Hydara était un journaliste qui dérangeait. Dans *The Point*, il rédigeait deux chroniques très populaires, « The Bite, with DH » (« La morsure, avec DH »), dans quasiment chaque édition, et, tous les quinze jours, « DH says... Good Morning, Mr. President » (« DH dit... Bonjour, Monsieur le Président »). La signature « DH » était devenu ainsi, au fil des années, l'emblème d'une analyse critique et argumentée de la société gambienne et d'une insolence ironique envers les gouvernants et les puissants.

La chronique « Good morning, Mr. President » était sans conteste la plus populaire des deux. D'une écriture maîtrisée, adoptant parfois un ton professoral, Deyda Hydara s'adressait directement au jeune chef de l'Etat, pour lui faire part de ses réflexions sur la gestion du pays ou les grands dossiers nationaux. Après la révélation, lors d'une séance de l'Assemblée nationale, par le député d'opposition Hamat Bah, des noms de deux suspects sérieux dans l'incendie de l'imprimerie du bihebdomadaire *The Independent*, Deyda Hydara avait consacré

l'essentiel de ses chroniques du mois de septembre 2004 à ce dossier. Les 6 et 13 septembre, il demandait ainsi au président Jammeh, de retour de voyage à l'étranger, d'accorder une « attention urgente » à ces informations, et notamment de faire en sorte que les suspects soient au moins « entendus » par la justice. « Cette affaire est très sérieuse, Monsieur le Président, lisait-on notamment dans la chronique du 6 septembre. On nous dit que vos propres collaborateurs préfèrent garder pour eux-mêmes des conseils techniques vitaux de peur d'être écartés ou limogés. Si une telle situation venait à perdurer, ce pays sombrerait encore un peu plus. » Dans sa chronique du 27 septembre, « DH » suggérait au Président de déléguer quelques-unes de ses nombreuses attributions (énergie, sida, population, commission de la gouvernance, ministère de la Défense, ministère des Ressources naturelles), de manière à libérer du temps pour « le très important travail de supervision » qui devrait être celui du chef de l'Etat. Le 11 octobre, « Good Morning, Mr. President » s'inquiétait de la crise de leadership au sein du parti présidentiel. Le 18 octobre, « DH » exhortait le Président à ne suivre que



« les règles du droit », après qu'un haut fonctionnaire avait été arrêté, sans mandat, en plein jour à Banjul, et « escorté » en « sandales et T-shirt » dans le centre-ville. En plein mois de Ramadan, le 25 octobre, la chronique mettait en garde le Président contre les conséquences néfastes de la campagne de nettoyage « Set Setal » (en wolof : « Etre propre et rendre propre »), qui interdisait notamment de transporter des personnes malades à l'hôpital. « Monsieur le Président, des slogans vides ne fonctionnent pas, puisque nous avons besoin d'organisation, de coordination et d'une direction, afin de gagner la pleine participation du peuple », concluait Deyda Hydara.

Au-delà des problèmes de gouvernance, à partir du mois de novembre 2004, « Good Morning, Mr President » a commencé à traiter du monde des affaires. Le 1er novembre, « DH » exprimait



www.rsf.org

GAMBIE

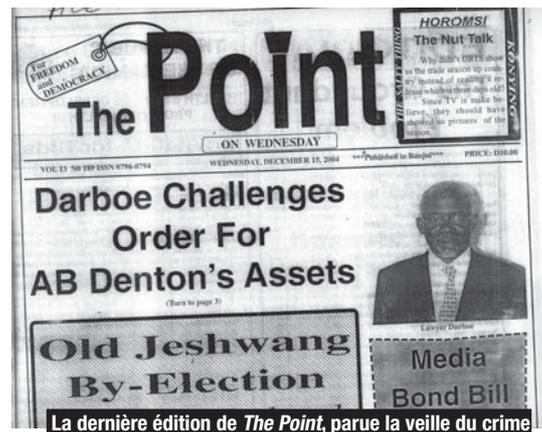
Deyda Hydara : mort d'un journaliste sous surveillance

sa surprise après la nomination à la tête des autorités portuaires de Gambie du directeur de l'entreprise publique Assets Management Recovery Corporation (AMRC), dont la gestion faisait alors l'objet d'une enquête pour corruption. Le journaliste suggérait à Yahya Jammeh de maintenir ce haut fonctionnaire à la tête de l'entreprise controversée jusqu'à la clôture de l'enquête. Le 22 novembre, il demandait que de l'ordre soit mis au sein de la gestion des hôtels du pays, après que plusieurs scandales sociaux avaient été mis au jour, et dénonçait le « favoritisme pernicieux » qui prévaut dans ce secteur. Enfin, dans sa dernière chronique, publiée la veille de sa mort, le 15 décembre, « DH » analysait les rapports qu'entretenaient le Président et les syndicats d'étudiants, et l'appelait à respecter leur importance et leur indépendance.

Plus fréquente, moins politique, la chronique « The Bite » a également eu le don d'irriter le gouvernement gambien, dans les dernières semaines de sa parution. Le 8 décembre 2004, l'ancienne directrice de la presse de la présidence, Fatoumata Jahumpa-Ceesay, une proche collaboratrice de Yahya Jammeh, avait exprimé publiquement son mécontentement après la parution d'une chronique intitulée « Election Fever » (« Fièvre électorale »).

« The Bite » avait une approche à la fois plus polémique et plus technique que « Good Morning, Mr President » des problèmes économiques et sociaux. La dernière de ces chroniques, parue dans l'édition du 15 décembre 2004, la veille du crime, était intitulée « Nous vaincrons » (« We Shall Prevail »). Deyda Hydara, chroniqueur renommé et ancien président du Syndicat des journalistes, s'attaquait avec virulence aux deux lois draconiennes votées la veille par le Parlement, en expliquant comment et pourquoi les médias privés du pays allaient en contester la validité et la constitutionnalité devant les institutions nationales et internationales adéquates. En conclusion, le cofondateur de *The Point* appelait le ministre de l'Information, Amadou Scattered Janneh, à démissionner pour sauver sa « dignité », estimant que ses efforts pour maintenir un climat de dialogue entre le gouvernement et la presse avaient été « trahis ».

Dans le courant du mois de décembre, la chronique avait particulièrement mis l'accent sur l'épineux « problème des arachides » (« The Groundnut Problem »), la principale ressource, avec le tourisme, de ce petit pays pauvre. Après avoir fait la fortune de l'ancien régime du président Dawda Kairaba Jawara, destitué en



1994 par le coup d'Etat du jeune lieutenant Yahya Jammeh, le secteur avait sérieusement périçité. Illustration de ce naufrage, la grande usine de transformation des arachides, sur le bord de mer entre Bakau et Banjul, est aujourd'hui à l'abandon. Elle rouille lentement, alors que les cultivateurs du pays ne parviennent pas à s'adapter au nouveau mode de gestion du secteur imposé par le gouvernement, notamment à travers la société semi-publique GAMCO, en position de monopole. Dans sa chronique du 3 décembre 2004, Deyda Hydara s'inquiétait, en termes acerbes et précis, des informations selon lesquelles la police aurait procédé à l'arrestation de cultivateurs aperçus en possession de plus d'un sac d'arachides, contrevenant ainsi aux ordres du gouvernement. Le journaliste affirmait que la Gambie avait désormais un « problème sur les bras » et se demandait si le gouvernement ne faisait pas preuve de favoritisme au profit de GAMCO.

Cinq jours plus tard, le 8 décembre, « The Bite » évoquait une nouvelle fois cette compagnie, après avoir été contacté par « un défenseur de GAMCO », soucieux de répondre aux critiques exprimées dans les colonnes de *The Point*. Mais Deyda Hydara renchérisait, en expliquant que les cultivateurs ne comprennent pas « pourquoi un gouvernement, qui ne fournissait ni engrais ni semences, pouvait prétendre imposer aux fermiers » de vendre leur produit à telle société et pas à telle autre. Mettant en scène une sorte de petit théâtre amer, le journaliste citait « un homme » (« one particular gentleman ») qui se demandait, à propos du gouvernement : « Comment peut-il dire aux fermiers de ne posséder qu'un ou deux sacs d'arachides, alors que les pêcheurs ne sont pas forcés à ne vendre qu'un ou deux poissons, et les épiciers à ne vendre qu'un ou deux sacs de riz ? » Un autre s'avançait à dire que la saison 2004 était un échec, « étant donné que GAMCO n'a pas assez d'argent pour couvrir l'intégralité du pays ».



www.rsf.org

GAMBIE

Deyda Hydara : mort d'un journaliste sous surveillance

Le lendemain, le gouvernement annonçait le report de la célébration de l'arachide, fêtée traditionnellement entre les moissons et la saison des ventes. Dans l'édition suivante, le 10 décembre, moins d'une semaine avant son assassinat, « DH » signalait une chronique cinglante, dont la partie consacrée à ce dossier commençait ainsi : « C'est la première fois dans l'histoire de ce pays que la saison des arachides a été reportée. Le début de la saison des ventes telle que nous la connaissons depuis l'époque coloniale était prévu le 6 décembre et ce jour-là s'est déroulé sans que beaucoup de bruit entoure les seccos [les points de collectes] du pays. Pourquoi ? Parce qu'il n'y avait pas de saison des ventes ! » D'une manière méthodique, Deyda Hydara décryptait les raisons pour lesquelles, selon toute vraisemblance, la très importante saison des arachides avait échoué cette année-là. Il dénonçait par allusions l'argent gâché, les méthodes et les arguments fallacieux de la société GAMCO.

Soupçons sur deux suspects

Confiée dans un premier temps à la police, l'enquête sur l'embuscade meurtrière du 16 décembre 2004 a été déléguée en février 2005 à la NIA, dont les agents sont par ailleurs les artisans ou les principaux suspects de la totalité des atteintes à la liberté de la presse dans ce pays depuis dix ans. En six mois, deux hommes ont été arrêtés dans le cadre de l'affaire. Tous deux ont été relâchés après quelques jours passés en détention. Aucune charge n'a été retenue contre eux.

L'un d'eux est un habitant de Banjul, Njaga Jagne, dont l'hostilité envers Deyda Hydara était publique après que *The Point* avait rendu compte d'une querelle entre imams de la capitale d'une manière qui lui avait déplu.

L'autre suspect, Wally Mahmoud Hakim, est un ressortissant américano-gambien d'origine libanaise, propriétaire d'un bar-restaurant de la Senegambia Junction et proche du président Jammeh, notoirement hostile aux positions de *The Point*. L'homme est un bienfaiteur du parti présidentiel, l'Alliance for Patriotic Reorientation and Construction (APRC), ainsi que de l'organisation caritative du chef de l'Etat, la Jammeh Foundation for Peace. Le jour de sa libération après deux semaines de détention, le directeur de la NIA, Daba Marenah, a déclaré au quotidien gouvernemental *Gambia Daily* : « Hakim reste le principal suspect parmi les nombreuses personnes déjà interrogées, y compris des civils et des membres des services de

sécurité. » Wally Mahmoud Hakim avait été arrêté après que la NIA avait trouvé des armes et des munitions à son domicile, dont un fusil à lunette, un fusil de chasse et un revolver Magnum, pour lesquels l'homme d'affaires possédait pourtant des licences. Un silencieux aurait également été trouvé. Pendant sa détention, la *Gambia Radio Television Service (GRTS)*, la télévision publique gambienne, a diffusé les images de son « arsenal ».

Selon des sources locales, le 17 décembre 2004 au matin, Wally Mahmoud Hakim avait appelé le directeur de la rédaction du quotidien *Daily Observer*, Sheriff Bojang, en se réjouissant de la mort de Deyda Hydara et demandé à acheter un emplacement publicitaire pour l'annoncer dans la prochaine édition, « peu importe le prix ». Son fils, qu'une de ses connaissances a décrit au représentant de Reporters sans frontières comme un jeune homme « impulsif, agressif et imprévisible », s'était de son côté présenté la veille au siège de *The Point* pour « acheter de l'espace publicitaire ». Depuis, celui-ci s'est exilé aux Etats-Unis « pour dix ans au moins », a déclaré son père à la NIA.

De leur propre aveu, plusieurs proches de Deyda Hydara ont eu très vite des soupçons à l'encontre de la famille de Wally Mahmoud Hakim. Ce dernier n'avait jamais caché son mépris pour les journalistes en général, et pour Deyda Hydara en particulier. Après le vote au Parlement des deux lois liberticides sur la presse, Wally Mahmoud Hakim avait publié, à ses frais, un message de félicitations au président Jammeh dans le *Daily Observer* pour son inflexibilité. Il avait eu une dispute avec le cofondateur de *The Point*, qu'il avait enjoint d'arrêter de publier sa chronique « Good Morning, Mr. President ».



Wally Mahmoud Hakim

Une fois libéré, le 1er mars, Wally Mahmoud Hakim a adressé une lettre de protestation au directeur général de la NIA, et une copie de son courrier au ministre de l'Intérieur, au ministre de la Justice et à l'ambassadeur des Etats-Unis à Banjul. Pour l'homme d'affaires, il s'agissait non seulement de clamer son innocence, mais également de donner sa version des faits et de réclamer un traitement juste pour sa famille et lui-même. « Le 17 février 2005, j'ai été invité



www.rsf.org

GAMBIE

Deyda Hydara : mort d'un journaliste sous surveillance

au quartier général de la National Intelligence Agency à Banjul pour un interrogatoire. (...) J'ai donné des informations à la NIA sur les armes et les munitions en ma possession, qui ont toutes été dûment enregistrées par les autorités. (...) Ces biens ne contiennent ni silencieux, ni armes à feu de type militaire. (...) J'ai vu à la télévision plusieurs armes, dont un silencieux, qui étaient prétendument en ma possession. J'aimerais croire que vous ne saviez pas que ces biens qui ont été exhibés à la télévision ne m'ont jamais appartenu, et que c'est cette ignorance qui vous a amené à déclarer à la télévision que toutes ces choses ont été trouvées en ma possession. Votre déclaration télévisée a causé beaucoup d'anxiété et d'embarras à ma famille et moi-même. J'ai été très clair : je ne suis d'aucune manière impliqué dans l'assassinat de Deyda Hydara, et je n'ai aucun doute sur le fait que vos services savent cela catégoriquement d'après leur enquête. J'ai pris l'initiative inhabituelle d'écrire, de manière que cela soit inclus dans mon dossier, que les informations diffusées par la télévision étaient injustes et contenaient de nombreuses informations erronées. J'ai totalement coopéré avec la NIA, et je suis très déçu d'avoir été traité comme je l'ai été en dépit de ma coopération. »

Arrêté une nouvelle fois par la NIA le jour de la parution de cette lettre dans le bihebdomadaire d'opposition *The Independent*, Wally Mahmoud Hakim a été relâché rapidement. Rencontré par un proche du journaliste assassiné dans le courant du mois d'avril, il continue de clamer son innocence et d'affirmer qu'il a été victime d'une machination. « J'ai changé d'avis, a confié à Reporters sans frontières ce confrère de Deyda Hydara. Je pense qu'il n'a rien à voir avec l'affaire et qu'il a servi à faire diversion. »

Des zones d'ombre

Le représentant de Reporters sans frontières a effectué le trajet suivi par Deyda Hydara le soir du 16 décembre 2004, du siège de *The Point*, rue Garba Jahumpa, à Bakau, jusqu'à la rue Sankung Sillah, à Kanifing. En pleine journée, le trajet a pris 15 minutes. La nuit, le trafic est moindre et il est probable que le voyage n'a pas dépassé cette durée. Les hommes circulant en pick-up Mitsubishi L200, garé à proximité de *The Point* au moment où Deyda Hydara allait prendre

sa voiture, surveillaient donc encore le journaliste, discrètement, moins d'un quart d'heure avant sa mort.

Le journaliste est également passé, moins d'une minute avant le crime, devant le portail de la caserne de la Mobile Intervention Unit, l'unité d'élite de la police, située sur le Banjul-Serrekunda Highway. Le portail d'entrée, situé à une centaine de mètres de la rue Sankung Sillah où Deyda Hydara a bifurqué et a été assassiné, est gardé par au moins un homme armé. Les baraquements des policiers se trouvent de l'autre côté d'un terrain vague. La scène du crime se situe à portée de voix de la caserne, surtout en pleine nuit où le trafic est quasiment nul. Le policier de faction ce soir-là a nécessairement entendu les coups de feu, et peut-être même vu la Mercedes 200 bleue de Deyda Hydara suivie par le taxi Mercedes sans plaque d'immatriculation dans lequel ses assassins le suivaient.

Mais les policiers de faction ce soir-là, à une centaine de mètres de là, sont restés étrangement indifférents à la rafale de coups de feu qui a claqué dans la rue Sankung Sillah. Selon plusieurs sources, l'assassinat a eu lieu « peu après 22 heures ». Or, même le chef de la police, Landing « 13 » Badjie, destitué depuis pour avoir été impliqué dans une affaire de corruption, avait affirmé au mois de décembre au représentant de Reporters sans frontières avoir été prévenu « après minuit ».

Enfin, l'enquête des autorités gambiennes exclut inexplicablement, depuis le début, la piste du crime politique. Pire : les enquêteurs gambiens qui se sont rendus au Sénégal pour in-



La caserne de la Mobile Intervention Unit vue depuis la rue Sankung Sillah



www.rsf.org

GAMBIE

Deyda Hydara : mort d'un journaliste sous surveillance

terroger les deux témoins principaux de l'assassinat, Isatou Jagne et Niansarang Jobe, présentes dans le véhicule de Deyda Hydara au moment de l'attaque, ont privilégié la piste du règlement de comptes personnel, en dépit des évidences. D'autre part, Pap Saine, cofondateur de *The Point* et ami de plus de trente ans de Deyda Hydara, a été entendu plusieurs fois par la NIA et traité avec suspicion, obligé de se justifier et de livrer des documents sans rapport avec l'affaire. Le 18 mars 2005, Reporters sans frontières avait protesté contre le comportement des autorités gambiennes, en signalant que, si elles « voulaient faire diversion ou tenter de décourager Pap Saine et le pousser à fermer *The Point*, elles ne s'y prendraient pas autrement. »

Conclusion et recommandations

Deyda Hydara était harcelé et surveillé par les services de renseignements gambiens. Dans un climat d'hostilité grandissante contre les voix discordantes, il n'a pas fléchi devant ces menaces. Sûr de son bon droit et particulièrement bien informé, il s'immisçait dans la gestion du pays en critiquant ce qu'il estimait être des mauvais choix et en dénonçant les abus. Le durcissement de la législation sur la presse et la question stratégique du secteur sinistré de l'arachide a occupé une place privilégiée dans ses derniers articles. Il a été assassiné par des professionnels, lors d'une embuscade préméditée, pendant laquelle, pour des raisons encore inexplicables, les forces de sécurité présentes aux alentours ont failli à leur mission d'intervention et de protection. Depuis l'assassinat, l'enquête menée par la police, puis par les services de renseignements n'a donné aucun résultat probant. Les pistes suivies officiellement par les enquêteurs n'incluent pas celle du crime politique, qui apparaît pourtant comme la plus vraisemblable.

1. Reporters sans frontières exhorte donc le président gambien Yahya Jammeh à demander officiellement l'intervention d'un tiers neutre, indépendant et professionnel, dans l'enquête sur l'assassinat de Deyda Hydara. L'organisation lui suggère notamment de se tourner vers les autorités britanniques ou américaines pour obtenir une assistance policière et lui demande une nouvelle fois de former, en accord avec la Gambia Press Union (GPU), une commission d'enquête indépendante chargée de mener des investigations crédibles.

2. Une nouvelle fois, Reporters sans frontières demande à l'Union africaine (UA) de dénoncer publiquement l'assassinat de Deyda Hydara et d'exiger des autorités de Gambie, dont la capitale accueille la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (ACHPR), une enquête sérieuse. ■